

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIGONE (ISDND + transfert Le Houga)

ZI Lamothe
CS 40509
CEDEX 9
32000 Auch

Références : 2025-0156-DP
Code AIOT : 0006804812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement TRIGONE (ISDND + transfert Le Houga) implanté Pontac 32460 Le Houga. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'année 2025 et de l'action régionale relative à la thématique "biogaz".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIGONE (ISDND + transfert Le Houga)
- Pontac 32460 Le Houga

- Code AIOT : 0006804812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte départemental TRIGONE a été autorisé, par arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, à exploiter une installation d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune du Houga.

Cette activité relève de l'alinéa 2 de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'autorisation. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND), s'appliquent.

L'autorisation d'exploiter l'ISDND est accordée jusqu'au 31 décembre 2025 conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesure de la qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
8	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Demande d'action corrective	8 mois
9	Programme de détection et réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V	Demande d'action corrective	1 mois
10	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter	Demande d'action corrective	3 mois
11	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Sans objet
2	Mesure de la quantité de biogaz capté	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesure du volume de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II	Sans objet
4	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21	Sans objet
6	Programme de contrôle des installations biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II	Sans objet
7	Contrôle externe des installations de destruction	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III	Sans objet
12	Contrôle du biogaz	Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su démontrer pour chaque point de constat le respect de la réglementation qui lui est applicable. Cependant les actions correctives détaillées dans les constats ci-dessous doivent être mises en place.

Suite à l'arrêt du dispositif TransVap'O depuis le 4 février 2025, l'Inspection des installations classées considère que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2015, relatif à la mise en place d'une unité d'évaporation de perméats issus de l'osmose inverse de lixiviats traités, et les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2019 ne sont plus applicables à l'ISDND.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.

<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection a constaté que des drains de captage du biogaz ont été installés et raccordés pour les alvéoles A33 et A34, à l'avancement de l'exploitation. Ces drains sont raccordés au réseau 3.</p> <p>Par ailleurs, un géotextile draintube est présent en fond de casier permettant le captage du biogaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesure de la quantité de biogaz capté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la quantité de biogaz capté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux dispositifs de mesure de la quantité de biogaz capté sont présents au niveau de la torchère (un débitmètre et un compteur au niveau de l'automate de la torchère).</p> <p>Un relevé journalier est effectué par les agents du site et renseigné dans le registre de suivi.</p> <p>Le biogaz est intégralement éliminé par élimination via la torchère depuis le 5 février 2025. Avant cette date, le biogaz était valorisé par le dispositif TransVap'O.</p> <p>Le biogaz capté doit être prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation (<i>cf. point de constat 10</i>).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mesure du volume de biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du volume de biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur</p>

<p>Constats :</p> <p>La torchère est équipé d'un automate permettant de suivre le volume de biogaz éliminé et la température de combustion.</p> <p>Ces données sont relevées de manière journalière par les agents du site et renseignées dans le registre de suivi.</p> <p>En 2023 1 314 099 m³ de biogaz ont été valorisés par le dispositif TransVap'O et 43 613 m³ de biogaz ont été éliminés par la torchère.</p> <p>En 2024 1 201 929 m³ de biogaz ont été valorisés par le dispositif TransVap'O et 4 443 ont été éliminés par la torchère.</p> <p>Des points de prélèvements sont présents sur chacun des trois réseaux de collecte du biogaz. Chaque réseau de collecte étant associé à un casier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12-II</p> <p>Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.</p> <p>Article 21</p> <p>I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue un contrôle journalier du fonctionnement du réseau.</p> <p>Les paramètres suivants sont analysés à cette occasion avec l'analyseur portatif : CH₄, CO₂ et O₂.</p> <p>Les résultats des contrôles sont reportés dans un fichier excel de suivi consulté lors de l'inspection. Ce fichier mentionne également les défauts, les causes de ces défauts et les actions correctives mises en œuvre lors du contrôle journalier.</p> <p>Une maintenance trimestrielle de la torchère est assurée par le prestataire en charge du suivi de l'unité. Les trois derniers comptes-rendus de maintenance ont été consultés sur site. La dernière maintenance mentionne la nécessité de remplacer une vanne de sectionnement. Un devis prévoyant cette opération lors de la prochaine maintenance a été présenté à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesure de la qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la qualité du biogaz
Prescription contrôlée : [...] La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II. Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz 1. Données relatives aux rejets 4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂
Constats : Les composants principaux (CH ₄ , CO ₂ et O ₂) sont mesurés tous les jours par les agents du site avec un moyen de contrôle portatif. Les résultats sont renseignés dans le fichier excel de suivi. Un contrôle externe de la composition du biogaz est effectué tous les trois mois. Les deux derniers rapports (mesures du 4 décembre 2024 et du 26 février 2025) du laboratoire EUROPOLL ont été consultés par l'inspection. Tous les paramètres cités à l'annexe II font l'objet d'une analyse. Un contrôle de la composition du biogaz est également effectuée lors des opérations de maintenance sur les paramètres suivants : CH ₄ , CO ₂ , O ₂ et H ₂ S. Le suivi de la composition du biogaz brute de l'année 2024 a été consulté lors de l'inspection. Tous les paramètres cités à l'annexe II ne sont pas analysés mensuellement. Sur 8 des 12 contrôles les paramètres H ₂ et CO ne sont pas analysés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La qualité du biogaz capté (CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂) doit être mesurée, a minima, tous les mois jusqu'à la fin d'exploitation de l'ISDND.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Programme de contrôle des installations biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de contrôle des installations biogaz
Prescription contrôlée : II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

<p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une instruction relative à la gestion du biogaz.</p> <p>Cette dernière a été consultée en inspection et son contenu n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle externe des installations de destruction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des installations de destruction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.</p> <p>Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde.</p> <p>Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.</p> <p>Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.</p> <p>Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport d'analyse des gaz en sortie de la torchère (mesure du 26 février 2025) du laboratoire et EUROPOLL a été consulté lors de l'inspection.</p> <p>Les concentrations de SO₂ et de CO sont inférieures aux valeurs limites de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 mais la concentration de SO₂ est supérieure à la valeur limite définie à l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 (<i>cf. point de constat 12</i>).</p> <p>La température de combustion est située entre 833°C et 1000° C sur la période allant du 6 février 2025 au 14 mai 2025.</p> <p>Le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz est de :</p>

- 341 heures en 2023 (le temps de fonctionnement du dispositif de valorisation TransVap'O est de 7 397 heures) ;
- 9 heures en 2024 (le temps de fonctionnement du dispositif de valorisation TransVap'O est de 7 939 heures).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.

L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.

L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

L'exploitant a réalisé une cartographie des émissions diffuses les 18 et 19 juin 2018 et les 17 et 18 mars 2021.

En 2018, des concentrations situées entre 500 et 5 317 ppm ont été mesurées en divers endroits. Au niveau de ces zones, l'exploitant a procédé à des actions correctives (optimisation du réglage du réseau biogaz, inspection visuelle). L'exploitant a par ailleurs réalisé des mesures de CH₄ aux abords des points ayant relevé des anomalies avec son analyseur portatif interne afin de s'assurer de l'efficacité de ses actions. Aucune fuite n'a été identifiée.

En 2021, le rapport ne met pas en évidence de défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz (93 % des points de mesure sont inférieurs au seuil d'anomalie de 20 ppm). Cependant, le rapport fait état de 3 anomalies importantes, 7 anomalies significatives et 4 anomalies modérées sur 202 points de mesure.

L'organisme de contrôle recommande la mise en œuvre des actions correctives suivantes :

- le renforcement du complexe de couverture sur la zone située dans la descente de l'angle intérieur entre le casier 1 et 2 ainsi qu'en périphérie immédiate des piquets métalliques de support de réseau en bordure Sud-Ouest, réalisé par un ajout de couches successives de matériaux étanches ;
- la recherche d'un niveau d'aspiration plus élevé (et contrôlé) sur les ouvrages drainants situés à proximité de ces mêmes zones.

La comparaison des cartographies de 2018 et 2021 met en évidence une amélioration des émissions diffuses :

	2018	2021
Nombre de points de contrôle	158	202
Valeur moyenne (ppm)	101	24
Nombre de points 0-20 (ppm - moyenne)	79 %	93 %
Nombre de points 21-100 (ppm - moyenne)	4 %	2 %
Nombre de points 101-500 (ppm - moyenne)	12 %	3 %
Nombre de points 201-1000 (ppm - moyenne)	5 %	1 %

Les principales anomalies résiduelles sont situées au niveau de l'interface entre le casier 1 (réhabilité avec une couverture en terre) et le casier 2 (réhabilité avec une géomembrane étanche). Cette interface génère une discontinuité où le captage du biogaz est moins efficace. La couverture de ce secteur a été renforcée à l'occasion des travaux de couverture provisoire du casier 3.

L'exploitant n'a pas réalisé de nouveau contrôle pour vérifier l'efficacité de cette action corrective, mais prévoit de réaliser une nouvelle cartographie des émissions diffuses de méthane lorsque le casier 3 sera réhabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une cartographie des émissions diffuses de méthane à l'issue de la réhabilitation du casier 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Programme de détection et réparation des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites

Prescription contrôlée :

V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.

L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté,

<p>sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, établir un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. Le programme doit, à minima, détailler les opérations mises en place pour suivre la mise en dépression du réseau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Bilan énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de biogaz valorisé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le biogaz est intégralement éliminé par combustion depuis le 5 février 2025. De ce fait, aucune valorisation énergétique du biogaz n'est effectuée sur site. Avant cette date, le biogaz était valorisé par le dispositif TransVap'O (valorisation thermique).</p> <p>L'exploitant n'a établi aucun bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie et n'a réalisé aucune étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> établir un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie pour les années où une valorisation du biogaz était effectuée avec le dispositif TransVap'O (années 2023 et 2024) ; réaliser une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné</p>

à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'application relative au Registre National des déchets et terres excavées et sédiments (RNDTS) est désactivée depuis le 1er mai 2025.

Désormais la transmission des registres est à effectuer via l'application Trackdéchets.

Le compte Trackdéchets de l'exploitant a été consulté sur site. La transmission des données de l'année 2024 a été effectuée.

Aucune donnée n'a été transmise pour les années 2022, 2023 et 2025. Conformément à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les données sont à transmettre à compter du 1er janvier 2022 et, au plus tard sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, **sous un délai de six mois**, transmettre l'ensemble des registres des années 2022, 2023 et 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Contrôle du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2007, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz

Prescription contrôlée :

Les alvéoles sont reliées au réseau de collecte et traitement du biogaz au fur et à mesure de leur comblement.

L'exploitant procède trimestriellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans l'installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

La température de la flamme de la torchère, qui doit être au moins égale à 900° C, sera mesurée en continu et fera l'objet d'enregistrement ou d'un système de suivi régulier.

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de la torchère feront l'objet d'une campagne annuelle d'analyses par un organisme extérieur compétent.

Les teneurs en CO et SO₂ ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :

- CO : < 150 mg/Nm³ ;
- SO₂ : < 50 mg/Nm³ en moyenne journalière.

Constats :

Les alvéoles A33 et A34, en cours d'exploitation, sont reliées au réseau de collecte et de traitement du biogaz (*cf. point de constat 1*).

L'exploitant procède trimestriellement à des analyses de la teneur du biogaz en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 la qualité

du biogaz (CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S et H₂) et la pression atmosphérique doivent être mesurées mensuellement (*cf. point de constat 5*).

La température de la flamme de la torchère est mesurée en continu. Les données sont renseignées dans le fichier de suivi. La température est ponctuellement inférieure à 900° C (23 jours sur 97 jours de suivi).

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF sont analysées annuellement par un organisme extérieur compétent. A noter que l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 prévoit uniquement l'analyse des paramètres SO₂ et CO (*cf. point de constat 7*).

Le dernier rapport d'analyse des gaz en sortie de la torchère (mesure du 26 février 2025) conclut sur des rejets conforme pour le paramètre CO et non conforme pour le paramètre SO₂ (152 mg/Nm³ pour une limite de rejet de 50 mg/Nm³). A noter que l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 prévoit une limite de rejet de 300 mg/Nm³ pour le paramètre SO₂ (*cf. point de constat 7*).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Étant donné l'absence d'enjeux environnementaux spécifiques justifiant une valeur limite pour le paramètre SO₂ différente de l'arrêté ministériel, que le site sera en post exploitation à partir du 1er janvier 2026, l'inspection considère que la présente prescription est inadaptée, celle ci sera modifiée dans le cadre de la proposition d'un nouvel arrêté préfectoral encadrant la mise en post exploitation du site.

Type de suites proposées : Sans suite